

« Faire France pour vivre ensemble »

Il y a 12 ans paraissait un essai de Michèle Tribalat, « Faire France », une enquête sur les immigrés et leurs enfants. Cette expression de vieux français, employée entre Lyon et Le Puy, signifie prospérer, durer, vivre longtemps.

En partant de cette expression, je voudrais évoquer quelques-uns des enjeux sociaux de la période présente. C'est la question du lien social qui est posée. C'est en même temps celle de l'accès à la citoyenneté des nouveaux français. Cela nous conduit à nous interroger à nouveau sur ce qui est au fondement de la solidarité nationale. Et, d'abord, à comprendre comment le nouveau président de la république a pu effectuer une percée sur le terrain social en l'absence d'analyse critique suffisante de la gauche sur sa propre politique économique et sociale. Il est temps, avec d'autres, d'en prendre la mesure. Cela doit nous conduire à identifier les sujets sociaux qui requièrent un approfondissement de la pensée de la gauche. Et à définir les termes d'une politique d'accès à la citoyenneté des nouveaux français et de ceux qui aspirent à le devenir, c'est-à-dire les jeunes issus de l'immigration.

1 – La gauche face au nouveau président

Les difficultés de la campagne électorale et l'ambivalence des premiers mois du gouvernement sont en effet les miroirs des non-dits de la gauche de gouvernement, dont nous faisons partie, qui n'a pas fait son bilan.

Le choix des heures supplémentaires pour traduire le slogan « travailler plus pour gagner plus » s'inscrit dans l'erreur de la gauche d'avoir fait de la réduction du temps de travail une priorité trop exclusive, alors que la demande sociale se portait sur le pouvoir d'achat et l'emploi. Si la réduction du temps de travail a pu, dans un contexte de croissance et de progrès de la productivité, avoir quelques effets positifs sur l'emploi, l'idée d'un partage du travail est plus que jamais une illusion. Les 35 heures ont certes donné des RTT aux salariés des secteurs à fortes rémunérations, mais elles ont aussi été un facteur de stagnation voire de réduction des salaires réels dans les PME, et la cause d'une désorganisation des services publics qui est aujourd'hui patente, notamment dans la police, que je connais bien, ou encore dans les hôpitaux.

L'absence de prise en compte de la réalité des « travailleurs pauvres » revient en boomerang. Dès lors, la gauche n'est pas en position de critiquer efficacement cette illusion qui consiste à faire croire aux salariés qu'ils pourront augmenter leur pouvoir d'achat en travaillant plus, comme si la décision de travailler plus leur appartenait. Les travailleurs « à temps partiel non volontaire », qui sont souvent des travailleuses, savent bien que les heures complémentaires sont à la discrétion de l'employeur, et que le dispositif nouveau ne fera que renforcer la précarité, en encourageant l'employeur à conclure des contrats à temps partiel, qu'il pourra compléter avec des heures complémentaires détaxées et déchargées. Mais la gauche, quand elle le dit, n'est pas entendue, pour les raisons que j'ai évoquées.

Le discours sur la valeur du travail cache en fait, de la part de l'actuel gouvernement, des mesures qui favorisent outrancièrement la rente au détriment du travail. Il suffit de voir la place qu'occupent, dans l'équation financière de la loi dite TEPA (travail, emploi et pouvoir d'achat), les mesures qui n'intéressent que les rentiers : la réforme des droits de succession (en effet, les classes moyennes et, a fortiori, les classes populaires en étaient déjà exonérées) ou le bouclier fiscal à 50 % (les seuls susceptibles d'en bénéficier sont ceux qui paient à la fois un impôt sur le revenu dans les tranches supérieures et un impôt sur la fortune substantiel). Mais comme la critique de gauche du capitalisme financier mondialisé reste sommaire, notamment sur les mécanismes par lesquels le niveau élevé des taux d'intérêts réels favorise outrancièrement la rente, le nouveau président peut impunément défendre la rente en disant qu'il défend le travail.

Le thème de l'identité nationale, avec la création d'un ministère de l'immigration et de l'identité nationale, a pu bénéficier au candidat de la droite parce qu'une partie de la gauche a eu une vision et un discours « boniste » sur la question de l'immigration, focalisée sur les « sans papiers », sans développer une politique précise sur l'immigration de travail et sans engager de négociation réelle avec les pays d'origine. Il est temps de rappeler que si nous militons pour encadrer et réguler la mondialisation, nous ne pouvons pas dans le même temps faire comme si l'immigration était un droit pour tous. Je rappelle que la principale nationalité d'entrée (régulière ou irrégulière) de nouveaux migrants est aujourd'hui les chinois et qu'ils sont 1,3 milliard.

Plus précisément, une partie de la gauche s'inscrit dans le climat de haine de soi qu'entretient une partie des classes dirigeantes de ce pays, avec le discours sur la repentance. Il est vrai que présenter des excuses pour l'esclavage et la colonisation est plus facile que de s'attaquer aux mécanismes réels d'exclusion des jeunes issus de l'immigration. Mais du coup, la dénigrement de la France devient lui-même un obstacle à l'accès de tous à la citoyenneté : comment avoir envie de trouver sa place dans un pays présenté de façon aussi négative ? La gauche a aussi des responsabilités dans l'absence d'une vraie politique d'accès à la citoyenneté en direction des nouveaux français issus de l'immigration, réduite au « testing » et à la HALDE (Haute Autorité de lutte contre les discriminations), même si celle-ci, sous l'impulsion de Louis Schweitzer, développe une vision heureusement plus politique. Ce dont il faut sortir, c'est de cette posture morale, parfois nécessaire, mais pour laquelle la cause des problèmes est le comportement personnel des employeurs (ce sont les « patrons racistes »), ce qui évite de s'interroger et d'agir sur les mécanismes de production des inégalités et des exclusions. Du coup, Nicolas Sarkozy se dit favorable à la discrimination positive, dont on sait, aux Etats-Unis aussi, qu'elle produit surtout des sous-citoyens, sans réaction efficace de la gauche et parfois sous ses applaudissements.

Le revenu social d'activité envisagé par le gouvernement, dans le prolongement des efforts pour favoriser le retour au travail des bénéficiaires du RMI, apparaît paradoxalement comme un progrès dès lors que la gauche a couvert depuis 20 ans, en faisant du RMI le phare de la politique d'action sociale, une double régression de cette politique d'une part de l'action collective vers le secours individuel, et d'autre part de la solidarité vers la charité.

Nicolas Sarkozy ne se contente pas de débaucher des personnalités de gauche, il s'engouffre dans les brèches de la pensée de la gauche.

2 – La nécessité d'un travail critique

Il est donc urgent d'analyser de façon politique les nouvelles fractures sociales et territoriales qui minent l'unité du pays.

Le développement nouveau des inégalités doit être regardé en face. La part croissante de la rente dans les revenus des classes moyennes supérieures ne contribue pas à les solidariser avec le monde du travail. Les « bobos » ne seront certes acquis à la gauche que tant que celle-ci fera l'impasse sur l'accroissement des inégalités. Mais si la gauche continue dans cette voie, elle se coupera durablement des couches populaires. Les politiques sociales ne doivent pas s'adresser aux « pauvres » ou aux « exclus », comme elles le font depuis plus de 20 ans, mais elles doivent être conçues et développées en direction de l'ensemble de la population, pour réduire les inégalités et produire de nouveau du lien social, dans un sens mutualiste. La gauche doit s'y atteler.

Le travail est une question dans laquelle la gauche doit aussi réinvestir. Même si il ne saurait être question de les dénigrer, force est de reconnaître que les syndicats de salariés sont plus faibles et moins représentatifs que jamais, comme d'ailleurs aussi les organisations d'employeurs. Les conférences sociales de cet automne ne produiront donc pas de compromis durables. Et pourtant, la précarisation du salariat est inquiétante. Je renvoie ceux qu'intéressent ces questions à l'ouvrage paru au début de l'année de Jacques Rigaudiat, dont je rappelle qu'il n'est pas un gauchiste patenté, mais le conseiller social de deux premiers ministres de gauche, « Le nouvel ordre prolétaire » (sous-titré : « le modèle social français face à l'insécurité économique »), livre stimulant même si ses propositions laissent un peu le lecteur sur sa faim. Particulièrement intéressante est son analyse du « wal-martisme », néologisme constitué à partir du nom du n° 1 mondial du commerce à grande surface, dont le rapport à ses salariés n'a rien à voir avec celui de M. Ford. Le politique, comme l'ensemble de la société, doit d'urgence penser à nouveau le travail dans la mondialisation financière, en partant de la réalité et sans partir de schémas périmés.

La politique en direction des quartiers populaires dite « politique de la ville » est à refonder. La gauche a acquiescé sans difficultés à la création par le gouvernement précédent de deux agences, l'une chargée de l'urbanisme (l'ANRU) et l'autre chargée de l'action sociale (l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances), qui est un recul de la politique d'ensemble. La politique de la ville, créée par Michel Delebarre dans une perspective volontariste, a peu à peu dérivé vers une politique de soutien indistinct aux « associations », davantage axée sur les loisirs que sur le travail ou l'éducation. Du coup, quand c'est l'actuel gouvernement qui annonce un plan « respect - égalité des chances », on se dit qu'il est temps que la gauche réinvestisse ces questions. Les travaux de Jean-Marie Delarue sur ces questions sont, même anciens, très intéressants.

La question du logement est par ailleurs centrale. Il n'est pas banal que la crise des bourses mondiales de cet été soit liée aux créances douteuses liées au surendettement des ménages américains pour leur logement. Que les adeptes inconditionnels du « droit au logement opposable » réalisent que l'affirmation contentieuse de ce droit est inopérante quand l'impossibilité de rembourser ses emprunts ruine en quelques mois la possibilité de se loger décemment pour toute une vie. Là aussi, il est urgent de repenser une intervention publique d'ensemble sur cette question. Les aides au logement sont principalement aujourd'hui, des exonérations fiscales, en augmentation, tandis que les crédits destinés à la construction de nouveaux logements sociaux continuent de diminuer. Par ailleurs, la politique du logement doit renouer son lien avec le travail. Il faut mettre fin au dépérissement progressif du 1% logement, qui parfois participe même de la spéculation immobilière, même s'il y a d'heureuses exceptions. Dans le même temps, la mobilité exigée de plus en plus des salariés se heurte, pour une partie d'entre eux et notamment pour les jeunes (je suis bien placé pour en parler), à l'impossibilité de se loger décemment. Les boulots saisonniers d'été, c'est sympa, mais pour une partie des jeunes concernés, cela signifie dormir dans sa voiture ou louer hors de prix un studio exigu à plusieurs. La gauche doit renouer avec le volontarisme sur le logement, en repensant la question en profondeur, sans craindre de bousculer des institutions respectables auxquelles elle participe.

3 – L'accès à la citoyenneté

Les jeunes sont, par nature, l'avenir d'une société. Pour autant, ils sont moins présents que jamais dans les structures où se joue le débat public (partis, syndicats, associations), sauf pour une partie d'entre eux dans les blogs. L'attrait de l'humanitaire est souvent pour eux un dérivatif de l'impossibilité de l'action collective dans nos sociétés qui vieillissent. Si la seule réponse est l'allocation d'autonomie des jeunes, c'est inquiétant. C'est une vraie politique de la jeunesse qui est nécessaire, fondée sur l'accès à la citoyenneté, qui s'adresse à l'ensemble des jeunes, pour permettre aux jeunes issus de l'immigration en particulier d'accéder de plein pied à notre vie collective, pour « faire France », au sens donné à cette expression par le livre que j'ai rappelé de Michèle Tribalat.

L'intéressant ouvrage de Malika Sorel « Le puzzle de l'intégration », paru cette année, montre combien une posture différentialiste produit des effets ravageurs. Je conseille à ceux qu'intéressent ces questions de lire son livre. Ou de lire le long entretien dans lequel elle synthétise sa pensée sur le site de l'Observatoire du communautarisme de notre ami Julien Lanfried. Je ne suis personnellement pas d'accord avec toutes ses thèses, mais sa réflexion m'apparaît tout à fait intéressante. Elle souligne notamment combien la haine de soi, loin de satisfaire les « victimes », leur ferme toute possibilité d'intégration : « Il était prévisible que des jeunes déjà déstabilisés et désorientés par de profonds problèmes de construction d'identité, ne pourraient que devenir des écorchés vifs quand on leur assène à tout bout de champ qu'ils sont en réalité des victimes de la société française. Cette victimisation n'a fait que les conforter dans leurs sentiments profonds, car ils sont en effet les victimes de la grande difficulté d'articulation entre leurs codes familiaux et les codes du peuple d'accueil. Lorsque l'on est inscrit dans un statut de victime, on se met généralement en position d'attendre des autres qu'ils agissent pour changer la donne. S'inscrire dans la quête perpétuelle de ce qu'on estime que les autres doivent vous apporter, au lieu de s'inscrire dans une démarche active de construction de sa propre vie, ne peut conduire qu'à l'échec. ».

Ce dont il s'agit, c'est donc de mettre sur pied une vraie politique d'accès à la citoyenneté, qui ne soit pas condescendante envers les victimes que seraient les jeunes des quartiers populaires, et notamment ceux issus de l'immigration, mais au contraire exigeante pour que les meilleurs d'entre eux servent de modèle. Je voudrais signaler à votre attention une pratique intéressante d'un quotidien du matin, « Le Parisien – Aujourd'hui en France », qui consiste à présenter chaque jour la réussite particulière d'un jeune issu des quartiers populaires. Ce qui ressort de ces portraits – interviews, c'est que la réussite vient de l'exigence de ceux que vous croisez sur votre route, et non de leur condescendance ou de leur pitié. Ceux qui réussissent ne se voyaient pas comme des victimes.

La politique d'accès à la citoyenneté qu'il s'agit de mettre en œuvre consiste à s'adresser aux jeunes comme à des adultes doués de raison et à réformer ce qui dans le fonctionnement de notre société ne les met pas à même de prendre toute leur place. La proposition de Patrick Weil d'ouvrir l'accès aux classes préparatoires aux grandes écoles aux 5 % de meilleurs élèves de chaque lycée est intéressante : elle réformerait en profondeur les filières de connivence qui visent la reproduction des élites, mais en faisant appel à l'effort des meilleurs pour réussir. Cela se distingue clairement de l'initiative d'une grande école parisienne qui a ouvert une filière de recrutement spécifique pour les jeunes scolarisés dans certains lycées de ZEP, ce qui est à la fois condescendant et conservateur : les filières de reproduction des élites sont sauvées, elles sont simplement pimentées d'un peu de ZEP pour échapper à la critique.

Une telle politique comporte nécessairement des dimensions multiples. Je renvoie ceux qui, comme moi, regardent ces questions comme essentielles, aux actes du colloque « La République face au défi des banlieues », organisé par la Fondation Res Publica le 9 janvier 2006, soit quelques semaines après les émeutes urbaines dites « crise des banlieues » de novembre 2005. Plusieurs des participants à cette université d'été y ont contribué, comme Sami Naïr, Rachid Adda et bien sûr JPC. Les différentes approches qui y sont développées sont passionnantes, y compris dans leurs contradictions.

Comme on le voit, la tâche de la gauche est immense pour redevenir une force de proposition sur le terrain social, alors même que le nouveau président de la République fait son miel de ses carences et de ses contradictions, tout en orientant la politique de notre pays dans un sens résolument libéral, différentialiste et atlantiste.

Je pense, comme beaucoup d'entre vous, que la gauche en est capable, si elle sait résister à quelques-uns de ses vieux démons, comme le double langage ou le regard dans le rétroviseur. La social démocratie est morte ou dépérit dans les pays où elle a été forte. Et dans l'état des forces syndicales en France, elle ne peut pas y exister. La logique « droit-de-l'hommiste » est aussi une impasse dans la mesure où elle débouche sur le discours victimaire individualiste dont on voit les méfaits. C'est donc une gauche nouvelle qu'il nous faut inventer. Il nous faut simplement le vouloir.